

Le conseil national du PQ et la Loi 111

Appui massif des militants

QUEBEC (PC)— Les militants du Parti québécois ont donné un appui sans équivoque en fin de semaine à leur gouvernement en endorsing et l'attitude que ce dernier a adopté dans ses négociations avec ses employés et les dispositions de la Loi 111 qui vise les enseignants.

Les quelque 300 délégués du conseil général du PQ ont resserré les rangs autour du gouvernement au cours d'une fin de semaine qui a débuté dans la bousculade et la violence.

Pour ce faire, les péquistes ont rabroué quelque peu leur exécutif qui, dans son rapport au conseil, se dissociait du gouvernement en



Les militants ont retenu le jugement de René Lévesque qui considérait qu'il était "inopportun" de se désolidariser du gouvernement.

micro pour souligner que l'exécutif (qui s'est prononcé à 11 contre 0 et une abstention contre la loi 111) était inquiet du tort politique causé par cette législation mais, peine perdue, les militants ont sans doute retenu le jugement de leur chef René Lévesque qui considérait qu'il était "inopportun" de se désolidariser du gouvernement.

Malgré les réticences de l'exécutif, le PQ appuie donc officiellement son aile parlementaire.

M. Simard devait d'ailleurs reconnaître à l'issue du conseil national que le parti approuve la Loi 111 et "qu'il est d'accord sur la nécessité de la ligne dure".

Celui-ci a soutenu que le PQ a donné des signes de grande vitalité en fin de semaine. Il a ajouté que les militants se sont ralliés au gouvernement sans que ce dernier n'intervienne de façon trop pesante les ténors du gouvernement.

Quant à la gifle subie par l'exécutif, M. Simard a mentionné qu'il a perdu beaucoup de batailles au conseil national et qu'il faut savoir se rallier.

Pas d'économie

Fait à souligner, les péquistes ont très peu parlé d'économie au cours de cette fin de semaine dominée par les négociations dans le secteur public.

Ils ont sans doute été rassérénés par les propos de M. Lévesque qui, dès le début du congrès, a annoncé qu'une bonne partie de l'argent récupéré dans le secteur public sera consacré à relancer l'emploi particulièrement chez les jeunes.

Les annonces devraient être faites à l'occasion du conseil des ministres qui précède la reprise de la session la semaine prochaine.



Pour se rendre au conseil national du Parti québécois, plusieurs ministres et députés péquistes, comme M. Gérard Godin, ont eu maille à partir avec des manifestants qui bloquaient l'entrée.

affirmant que la Loi 111 qui forçait le retour au travail des enseignants n'aurait jamais dû inclure la clause 28 qui suspend certaines dispositions de la Charte des droits et libertés.

Les militants ont voté massivement diverses résolutions qui appuyaient le gouvernement dans sa démarche.

Le vice-président de l'exécutif, Sylvain Simard, est intervenu au

Ministres bousculés par des syndiqués

... en bref

• Vote de confiance évité

QUEBEC (PC) — Le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, n'aura pas à faire face à un vote de confiance lors du prochain congrès du Parti québécois.

Les membres du Conseil national du parti ont en effet rejeté en fin de semaine par une large majorité une résolution qui aurait forcé la tenue d'un scrutin pour tout candidat à un poste.

Advenant l'adoption d'une telle résolution, M. Lévesque aurait dû faire face à un vote de confiance lors du prochain congrès du parti

prévu pour le printemps 1984, ou à un scrutin en règle si un autre candidat brigait les suffrages au poste de président de la formation politique.

Depuis la fondation du PQ en 1968, M. Lévesque n'a vu son leadership contesté qu'une seule fois.

C'était en 1971, lorsque M. André Larocque, avait soumis sa candidature. M. Lévesque l'avait emporté avec 80 p.c. des suffrages. M. Larocque est aujourd'hui sous-ministre au gouvernement.

• Emplois pour les jeunes

QUEBEC (PC) — Le gouvernement annoncera la semaine prochaine un programme d'emploi pour les jeunes impliquant "plusieurs dizaines de millions de dollars", a annoncé samedi le premier ministre René Lévesque.

M. Lévesque commentait devant le Conseil national du Parti québécois réuni à Québec la façon dont le gouvernement allait utiliser les sommes (plus de \$500 millions) récupérées à même les compressions dans le salaire des employés du secteur public.

Selon M. Lévesque, les sommes

recupérées serviront à trois choses:

— ne pas dépasser les limites maximales fixées pour le déficit du prochain budget, soit environ \$3 milliards;

— lancer la semaine prochaine un programme d'emplois pour les jeunes;

— financer un programme économique d'ensemble dont les grandes lignes seront débattues lors de la prochaine séance spéciale du conseil des ministres en fin de semaine prochaine.

• Objectif de 2 millions \$

QUEBEC (PC) — Le Parti québécois s'est fixé l'objectif de recueillir \$2 millions au cours de sa campagne annuelle de financement qui prendra fin le 15 mai.

"Ce ne sera pas facile mais c'est important car c'est le départ de la campagne électorale de 1985", a affirmé celui qui préside cette campagne de financement,

• Parizeau visiblement déçu

QUEBEC (PC) — Visiblement, le ministre Jacques Parizeau n'a pas pris le fait que l'exécutif du parti se soit prononcé contre l'article 28 de la loi 111. Il a souligné durant la discussion que l'exécutif avait exprimé sa tristesse à 11h30 la veille alors que la Loi 111 "n'a pas été déposée hier". Louise Harel, députée de Maison-Neuve, devait rétorquer que c'était faire injure à l'exécutif que de

le ministre de l'Industrie et du Commerce Rodrigue Biron.

M. Biron a reconnu que les solliciteurs de fonds du Parti québécois rencontreront deux sortes de difficultés cette année: les Québécois sont appauvris à la suite d'une crise économique et le militantisme de certains professeurs traditionnellement péquistes a été échaudé par les lois 70, 105 et surtout 111.

parler de l'heure tardive où la résolution a été adoptée.

Incidentement, le premier ministre René Lévesque a d'abord déclaré aux journalistes que l'exécutif avait voté à 7 contre 6 contre la loi 111. Mais, il avertit que M. Lévesque a quitté à réunion avant le vote final sur un texte définitif. Le score final a été de 11-0 pour dénoncer la clause 28 et une abstention

QUEBEC (PC) — La réunion du conseil national du Parti québécois à Québec a été marquée samedi par des incidents violents, députés, ministres se faisant invectiver et bousculer par des professeurs et des professionnels du gouvernement.

Le ministre de l'Éducation, Camille Laurin, a été sans doute le plus éprouvé puisqu'il aurait reçu plusieurs coups au visage alors qu'il tentait de pénétrer à l'hôtel Concorde où se tenait la réunion du conseil national du PQ, une instance qui regroupe 300 délégués de tous les comtés.

Gérald Godin, le ministre à l'Immigration et aux Communautés culturelles, a également eu maille à partir avec les manifestants, ils étaient plusieurs centaines à bloquer l'entrée, quand il a choisi d'entrer par la porte centrale.

Ironiquement, le ministre d'État responsable des relations avec les citoyens, Denis Lazure, a été lui aussi un de ceux qui a été pris à parti par les manifestants.

Plusieurs députés ont dû encaisser, outre les insultes, des coups de pancarte et se font molester sur le chemin. C'est notamment le cas du député de Châteauguay, de Michel Gauthier de Roberval. Assez curieusement, l'un des rares députés à avoir émis publiquement des réserves sur la Loi 111, David Payne, député de Vachon, a éprouvé beaucoup de difficultés à se frayer un chemin pour se rendre au conseil national.

Les manifestants ont également causé des dommages aux limousines des ministres et des pare-brises ont éclaté dans le stationnement de l'hôtel.

Selon les premières informations, les voitures de MM. Michel Clair, Jacques Parizeau et Marc-André Bédard auraient subi des dommages importants. Le premier ministre Lévesque a associé certains des gestes des manifestants à du "banditisme" et lancé "qu'un certain establishment syndical creuse sa propre tombe".

Se faisant menaçant, il a ajouté "ça a besoin de ne pas s'ampli-

fier, sinon il y aura des mesures très sévères".

C'est M. Lévesque qui a annoncé aux journalistes que M. Laurin avait été assailli à l'entrée, cet incident ayant échappé, dans le brouhaha général, aux journalistes.

Les incidents pourraient conduire à un règlement, estiment Godin et Lazure

QUEBEC (PC) — Deux ministres qui ont dû affronter hier des manifestants en colère à Québec à l'occasion du conseil national du Parti québécois ont exprimé l'avis que ces incidents malheureux pourraient peut-être forcer la CEQ à s'entendre avec le gouvernement.

Le ministre d'État aux relations avec les citoyens, Denis Lazure, a soutenu que les images des bousculades vont avoir beaucoup d'impact au sein de la population et conduire possiblement à un règlement.

De son côté, le ministre à l'Im-

migration et aux Communautés culturelles, Gérald Godin, a soutenu que cela va sans doute constituer un tournant dans la crise entre le gouvernement et ses enseignants car plusieurs d'entre eux vont se dissocier des gestes posés par certains de leurs chefs.

"En 1976, la CEQ avait obtenu 45 pour cent d'augmentation et 6,000 emplois en surplus. Pour elle, la grève était payante et elle a développé un mépris pour le gouvernement qui lui donnait tout. Je crois que les enseignants auront du respect pour ce que nous faisons" de dire le ministre.

Dimanche il n'y avait plus un seul manifestant sur place.

La violence n'est pas une "solution à l'impasse"

— Gérard D. Lévesque

MONTREAL (PC) — "Je ne crois pas que la violence soit une solution à l'impasse actuelle entre le gouvernement et ses enseignants, même si ces derniers ont été poussés à bout par la Loi 111".

C'est en ces termes que le chef intérimaire du Parti libéral du Québec, M. Gérard D. Lévesque, a condamné dimanche les événements survenus samedi à Québec, au cours desquels des ministres du cabinet Lévesque ont été molestés par des manifestants.

M. Lévesque a déclaré que les lois devaient être respectées même si on était contre. "Il y a d'autres façons plus démocratiques de s'opposer à un gouvernement. Et si le gouvernement décidait de déclencher des élections, nous serions prêts à donner une option aux électeurs", a-t-il affirmé.

M. Lévesque s'est dit fin prêt à prendre les rênes du pouvoir en cas d'élections hâtives. Chef intérimaire de son parti pour la deuxième fois, il n'a pas fermé la porte à une éventuelle candidature à la direction du PLQ. "Je n'ai pas encore pris de décision. Toute-

fois, si des élections étaient déclenchées d'ici quelques semaines, il est évident que nous n'aurions pas le temps de tenir un congrès à la direction du parti. Dans ce cas, je serais prêt à diriger les troupes libérales dans une campagne électorale", a-t-il assuré.

Le chef intérimaire du PLQ participait, dimanche, à deux assemblées dans les circonscriptions de Sainte-Anne et de Vimont, dans le cadre de la campagne de financement de son parti.

S'adressant à environ 1,000 personnes réunies à Verdun, en banlieue de Montréal, M. Lévesque en a profité pour s'en prendre au gouvernement du Parti québécois, y allant d'une charge à fond de train contre les lois 70, 105 et 111 tout en se gardant d'appuyer ceux qui ont décidé de les défer.

Par ailleurs, à l'instar de leur chef, plusieurs députés libéraux ont condamné dimanche les agressions physiques commises contre des ministres du cabinet Lévesque.

Le député de Vaudreuil-Soulanges, M. Daniel Johnson, a noté que la violence physique n'a sa place nulle part même si le gouvernement Lévesque a fait preuve récemment de "violence législative".

APPRENEZ L'ANGLAIS CHEZ BERLITZ POUR AUSSI PEU QUE 264\$*

Vous ne pensiez pas qu'un cours Berlitz pouvait être si abordable! Eh bien, c'est vrai! En plus de vous enseigner l'anglais dans une ambiance détendue et chaleureuse, selon la méthode éprouvée Berlitz reconnue dans le monde entier, nous vous offrons des cours de langue à partir de 264\$. Passez nous voir pour une consultation gratuite. Nous vous aiderons à choisir le programme Berlitz qui conviendra le mieux à vos besoins.

*Groupes de 4 à 7 élèves. Minimum de 4 élèves par groupe.

BERLITZ

DEPUIS 1878

APPELEZ SANS FRAIS

387-2566

Montreal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Ottawa, Toronto, Edmonton, Calgary, Vancouver et dans 22 pays à travers le monde.

Le choix absurde d'Arthur Koestler

Vice-président de la société EXIT, société pour l'euthanasie volontaire, l'écrivain Arthur Koestler n'a étonné personne quand il s'est apparemment suicidé en compagnie de son épouse pour abréger les souffrances qui l'assailaient. L'auteur de "Le zéro et l'infini" a choisi le zéro parce qu'il n'avait pas confiance en l'infini, parce qu'il n'avait pas foi en autre chose que le temps présent.

Le choix absurde de Koestler témoigne du caractère limité de sa vision de l'univers. Mais il y a pire que le geste dément qu'il a posé. Son suicide était prémédité, écrit d'avance dans le ciel, si on peut utiliser l'expression. Il avait annoncé son suicide en adhérant à une organisation qui prône l'arrêt volontaire de la vie. Or une société qui condamne l'avortement, qui combat la peine de mort et qui en même temps au nom de la liberté tolère des mouvements comme EXIT est plus malade que ses sujets.

Il restera toujours des individus aveuglés par une philosophie mal assimilée ou par des principes mal appliqués, qui s'éloigneront des balises édictées

par la société. Mais c'est à cette dernière qu'il revient d'abord de faire montre de cohérence en prônant la vie: celle de l'enfant à naître, celle du criminel, celle du travailleur soumis à des conditions parfois dangereuses, celle de gens comme Koestler qui choisissent froidement de ne plus vivre. On doit comprendre ceux qui dans un moment de détresse se suppriment. Mais on doit avec vigueur rejeter toute prise de position officielle tendant à faire croire que l'euthanasie ou le meurtre déguisé en avortement sont des marques de progrès social.

Nous nous illusionnons en croyant que le mouvement EXIT n'est qu'une passade et en imaginant que l'horreur de ce geste éloignera rapidement ceux qui seraient tentés de le contempler. Personne ne supportait Hitler au début, les Allemands moyens étaient certains que le bon sens prévaudrait. Et il a tué ou fait tuer 6 000 000 de personnes à part les victimes de la guerre. EXIT et les mouvements pour l'avortement libre nous font courir de plus grands dangers.

Jean Vigneault



L'OPINION DES LECTEURS

Il faut admirer Yvon Charbonneau

Il y a six ans, l'avènement du PQ sur la scène politique fut la lumière qui éclaira les intellectuels (professeurs et autres) sur la libération du Québec aux mains des Anglais et du pouvoir d'Ottawa qui étouffait les aspirations des Québécois. Plusieurs professeurs donnaient des cours sur les bienfaits de la séparation et plusieurs journalistes de la presse écrite ou parlée se penchaient sur l'indépendance du Québec qui était étouffé dans la Confédération. Tous ces gens bien pensant, dans une province riche et calme, voyaient leurs complexes de frustration, d'infériorité, de jalousie être calmés par le rêve du Québec libre et bien administré où les compagnies viendraient donner des "jobs" et où les taxes seraient basses, grâce à nos belles richesses et à notre patrimoine national québécois.

Il y a six ans, l'avènement du PQ sur la scène politique fut la lumière qui éclaira les intellectuels (professeurs et autres) sur la libération du Québec aux mains des Anglais et du pouvoir d'Ottawa qui étouffait les aspirations des Québécois. Plusieurs professeurs donnaient des cours sur les bienfaits de la séparation et plusieurs journalistes de la presse écrite ou parlée se penchaient sur l'indépendance du Québec qui était étouffé dans la Confédération. Tous ces gens bien pensant, dans une province riche et calme, voyaient leurs complexes de frustration, d'infériorité, de jalousie être calmés par le rêve du Québec libre et bien administré où les compagnies viendraient donner des "jobs" et où les taxes seraient basses, grâce à nos belles richesses et à notre patrimoine national québécois.

Dans le présent conflit avec les professeurs, il faut admirer le chef Charbonneau qui défend âprement le droit des professeurs à conserver les droits acquis et surtout dénoncer l'attitude anormale de M. Lévesque de gouverner par décret pour ensuite tenter de négocier et avant tout, il faut déplorer la suppression de l'article 28 de la Charte des droits et libertés dans un conflit de travail.

Le chef de la CEQ, M. Charbonneau, a fait plus pour la sauvegarde des droits de la personne en six mois de travail comme opposant aux méthodes socialistes péquistes, que le parti libéral provincial après six ans dans l'opposition.

Souvenons-nous qu'à tout problème, il y a une solution et que si on ne fait pas partie de la solution, on fait partie du problème.

Alphonse Lemay
Bromptonville

POINT DE VUE

Un centre pour ex-détenus à Sherbrooke

Dans le cadre de la semaine du détenu, La Tribune publie ici le deuxième d'une série de quatre textes de l'abbé Bruno Dandenault et de Mme Carole F. Fortin. M. Dandenault est président du service d'Aide aux prisonniers de Sherbrooke Inc. et Mme Fortin directeur-général du Centre La Traversée.

Pourquoi s'acharner à imposer un centre pour ex-détenus à une ville ou un quartier qui n'en veulent pas? Ne serait-ce pas une sorte de violence presque contre nature de viser la réinsertion sociale d'individus chez des citoyens qui les refusent? Parfois, comme à Granby et à Joliette, ce sont des majorités de quartiers, appuyées par leurs échevins, qui ont fait valoir leur opposition jusque devant les tribunaux. Et, malgré leur défaite, quel climat pour un gars qui sort du pénitencier et qui sent, qui vit jusque dans ses entrailles le rejet de l'entourage! Parfois, ce sont des autorités municipales qui ont refusé le permis d'une telle résidence.

En 1976, quand les promoteurs d'un tel centre décidèrent de passer à l'action, ils profitèrent de ces expériences pour préparer le terrain à cet établissement. Le présumé de départ était clair: quand une population comprend à la fois la dimension humaine et l'intérêt simplement économique de sortir des individus du système correctionnel et d'ainsi aider des individus à redevenir d'honnêtes citoyens plutôt que des déprédateurs de nos résidences et de nos commerces, eh bien! cette population, non seulement ne mettra pas d'entraves à l'établissement d'un

tel centre, mais le favorisera positivement. Le pari a été bon: pendant deux ans, des rencontres avec les conseils de ville, les clubs sociaux, paroisses, groupes populaires, AFEAS, voire des groupes du CEGEP et de l'Université ont permis de vérifier qu'une population recèle toujours un grand nombre de citoyens positifs et ouverts. De sorte qu'au souper-causerie du 15 mars 1977, où l'invité était M. M. A. Bédard, ministre de la Justice du Québec, 839 personnes présentes d'une cinquantaine d'organismes publics et privés, ont, non seulement applaudi la fondation de ce centre, mais ont donné spontanément 13,000 \$ pour sa mise sur pied.

Après des démarches difficiles pour trouver l'édifice fonctionnel à des coûts correspondant à nos ressources, le conseil municipal et les services techniques de Sherbrooke, non seulement ne firent aucune opposition, mais ils nous facilitèrent grandement les étapes de fondation.

Un fait significatif agréable à rappeler: un mois avant l'ouverture de la résidence, un journaliste de La Tribune, M. Guy Crevier, nous téléphona pour un reportage, arguant qu'il valait mieux étaler le fait sur la place publique. Nous l'accueillîmes avec plaisir. Il s'attendait, nous confia-t-il, à une certaine effervescence de lettres, voire à une certaine opposition qu'il valait mieux affronter dès lors. Nous étions d'accord. Le reportage figura en place d'honneur à la page 3 de La Tribune. Le journal ne reçut pas une seule lettre de protestation ou d'opposition. Et le 14 novembre 1978, deux mois après l'ouverture du Centre La Traversée, M. M. A. Bédard l'inaugura officiellement.

Propos insolents et insolites

Bien des couples auraient été obligés de continuer à dialoguer, si une nouvelle saison de football n'avait commencé hier.

- O -

Le Canada a décidé de réduire les quotas de morue des pays de la Communauté économique européenne en guise de représailles contre le boycottage des peaux de phoque. Ce sont les petits Européens qui sont contents.

- O -

Certains chauds partisans du désarmement prendraient les armes pour prouver leur point.

- O -

Bob Gainey dit qu'il a connu une saison moyenne. Il s'illusionne.

- O -

Avec l'arrivée de Michael Wilson sur les rangs dans la course à la chefferie conservatrice, Joe Clark a des chances de finir mieux qu'avant-dernier devant David Crombie.

Oeil-de-lynx

Pour une école alternative

En lisant le "projet de communauté éducative alternative", qu'un groupe de parents et de pédagogues de la région de Sherbrooke a conçu et présenté aux autorités scolaires locales, il m'est venu plusieurs questions auxquelles je ne répondrai pas dans ce bref commentaire, mais qui nécessiteraient des débats fort intéressants.

(...) J'aborderai seulement l'aspect utilité d'une telle école alternative à Sherbrooke sous l'angle de la démocratie participative et responsable.

Dans une démocratie réelle, il y a place pour une pluralité de formules d'éducation et pour la coexistence d'écoles affichant des couleurs variées. (...)

Je crois que l'école privée doit continuer d'exister, elle doit recevoir sa juste part d'encouragement et de soutien financier à l'égal de l'école publique. Même à l'intérieur de l'école publique, l'on doit continuer à promouvoir des écoles à caractère spécial, regroupant des forces pour offrir à un plus grand nombre d'enfants et d'adolescents des aspects culturels importants et des options réelles.

Nous avons ici à Sherbrooke des institutions privées d'enseignement au primaire, au secondaire, au collégial et à l'université. Nous avons de plus des écoles publiques à vocation particulière, Sacré-Coeur et Mitchell en musique pour ne mentionner que ces deux exemples.

Je suis convaincu qu'il y aurait place pour d'autres initiatives, que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé. Il y aurait place pour des écoles où l'art, le tiers-temps pédagogique (éducation

physique), l'économique etc. pourraient colorer davantage certaines institutions.

La venue d'une école alternative me réjouit, car elle fournira un meilleur choix aux parents, une saine compétition et une émulation dans la voie de l'excellence dont nous aurons grand besoin dans les années à venir.

Je souhaite que les parents et pédagogues qui travaillent à ce projet d'école alternative réussissent à convaincre les autorités scolaires en leur présentant un projet solide de garanties et de sérieux. On ne peut qu'espérer que le réalisme guide dans leurs démarches: réalisme financier qui respecte les normes (donc les capacités de la population), celles qui ont cours pour régir toutes les écoles publiques ou privées de notre région (nombre d'élèves par classes, nombre d'enseignants, de personnel de gestion et de personnel de soutien).

L'expérience a prouvé à tous ceux qui ont oeuvré au sein d'organismes scolaires publics ou privés à caractère vocationnel spécial qu'il faut s'attendre à travailler dans ces institutions avec des conditions parfois difficiles pour les parents (supplément financier à apporter), pour les enseignants (classes plus nombreuses et surcharge de travail) et pour les enfants (parfois insuffisance de moyens: transports, matériel, locaux etc.).

Certes je suis réalistement en complet accord avec la venue d'une telle école alternative chez nous et je crois encore qu'il faut "la foi pour transporter les montagnes".

Gaétan Y. Allard

Professeur demandé

Professeur demandé. Salaire moyen annuel, plus de 20,000 \$, 3 mois de vacances payées à la première année, dont deux semaines de temps des fêtes pour aller dans le sud, plus les fêtes légales, plus les journées d'étude illégales, plus salaire annuel garanti, plus sécurité d'emploi et si l'on n'a pas besoin de vous, l'on vous met sur les tablettes (sic) et vous êtes payés quand

même, plus fonds de pension sans égal.

Inconvénient! Travailler environ trente heures par semaine, excepté aux fêtes légales et illégales.

Condition: aucun degré d'instruction exigé puisque l'on nous dit que nos enfants ne perdent pas grand chose à cause de cette grève.

Insouciance et incompétence

M. Lawrence Roy
Service Télé-Médic
Sherbrooke

Il m'est pénible de constater que le service Télé-Médic ait recours au service de médecins insouciant et incompétents. Je ne sais pas que la situation économique actuelle ait à faire face à ce point à une pénurie de médecins. (...)

Ma confiance par le passé, face au service Télé-Médic était telle que je croyais à un service des plus consciencieux de leur pratique étant donné l'urgence des cas. Mon illusion fut vite estompée lorsque le 26 février dernier, j'ai dû avoir recours à votre main-d'oeuvre pour mon mari qui était déjà hypothéqué d'un infarctus qu'il a fait il y a à peine deux mois... Il souffrait de douleurs à la poitrine ainsi qu'à l'épaule gauche. Ce "cher" médecin supposé compétent, s'est présenté à notre domicile 1½ heure plus tard... avec l'allure d'un homme écoeuré de faire ce métier. Je ne crois surtout pas qu'un malade anxieux de son état devrait subir les ressentiments personnels en plus de l'angoisse de sa maladie. Donc, il arrive à notre domicile, prend la pression artérielle de mon mari et lui laisse savoir que sa pression est trop basse d'une voix "bourrasseuse". Par la suite, il se rend à la cuisine pour me prescrire du sirop vitaminé à prendre avant les re-

pas(??). Il me dit sur un ton tout aussi rudoyant: "Votre mari souffre de douleurs rhumatismales, c'est de la chaleur dont il a besoin, pas du "frottement, madame" mais de la chaleur. Je puis vous assurer que ses paroles portaient très bien. Sans faire un examen plus poussé il partit sur le champ. Nous en sommes, vous pouvez vous en douter, restés estomaqués de le voir procéder de la sorte. Heureusement, un ami qui a assisté à la scène a pu convaincre mon mari, déjà frustré de la situation, de se rendre au C.H.U.S., où on a diagnostiqué une "péricardite" avec un peu d'eau sur chaque poumon. Il n'est pas besoin de vous dire qu'il est demeuré dans le milieu hospitalier sous observation. Devons-nous accepter de subir une telle insouciance et incompétence professionnelle? Devons-nous demeurer sans réagir sachant que de tels médecins sont appelés si souvent à secourir des cas des plus "urgents". (...)

J'espère du fond de mon coeur qu'on remédiera à ce problème et qu'on fera un examen consciencieux des "services boiteux" qu'on peut parfois offrir à la population qui fait confiance à votre service. Je crois aussi qu'il serait très suggéré pour certains de vos salariés de suivre des cours de relations humaines (...).

Mme Colette Montour, Fleurimont

BILLET

La navette des années 2,000

Quand on part en voyage, on ne se soucie pas d'abord de l'état de santé du pilote ou des capacités de payer des autres voyageurs ou encore de la température qu'il fera à destination.

Partir en voyage, c'est d'abord quitter son quotidien, c'est rompre avec la monotonie ou du moins changer ses habitudes. Et il vaut mieux préparer ses bagages que de s'inquiéter de la brosse à dents ou de l'appareil-photo du voisin. Il en est de même pour les passagers de la navette.

Ce ne sont pas les qualités et dispositions des autres aventuriers qu'il nous faut évaluer,

mais les nôtres. A trop scruter les intentions de ceux qui ont pris leur billet, on oublie de revêtir soi-même la tenue convenable ou de s'interroger sur les sentiments qui nous animent.

John Kennedy tenait un discours de même inspiration quand il exhortait les Américains à ne pas se demander ce que le pays pouvait faire pour eux, mais ce qu'eux pouvaient faire pour le pays. Ne joignez pas la navette en vous demandant comment les autres vous accueilleraient ou comment les autres se transformeraient. Préparez-vous et essayez de rendre le périple agréable pour les autres.

Albatros des mers

SONDAGE GALLUP

Pour ou contre la "méthode" du bébé-éprouvette?

La plupart des Canadiens (93 p.cent) connaissent la "méthode" du bébé-éprouvette permettant au couple stérile d'avoir des enfants et la majorité de ces Canadiens (60 p.cent) sont en faveur de son utilisation.

De tous ceux qui connaissent cette méthode, 89 p.cent ont entendu parler du recours à une mère de remplacement, celle dont l'utérus reçoit un oeuf fécondé par un couple marié, et qui après avoir accouché remet le bébé au couple. Mais beaucoup moins d'entre eux, 44 p.cent, croient que ce recours devrait être permis.

C'est ensuite par une petite majorité que les Canadiens se disent d'avis que la mère qui a donné naissance à l'enfant de la façon précitée doit avoir le premier choix de la garde de cet enfant (47 p.cent). Le même sondage a été réalisé en Angleterre.

Voici les questions de Gallup posées à des Canadiens et à des Anglais:

"Avez-vous entendu parler de la "méthode" du bébé-éprouvette?"

Canada: Oui: 93%; Non: 7%; G.-B.: Oui: 95%; Non: 5%.

Cela dépend: 13%; Ne savent pas: 5%.

G.-B.: Oui: 65%; Non: 21%; Cela dépend: 10%; Ne savent pas: 4%.

Avez-vous entendu parler de la possibilité qu'un oeuf fécondé par un couple marié soit placé dans l'utérus d'une autre femme qui devient alors enceinte et après la naissance remet le bébé au couple?

Canada: Oui: 89%; Non: 9%; Ne savent pas: 2%.

G.-B.: Oui: 78%; Non: 20%; Ne savent pas: 2%.

"Estimez-vous que cela doit être permis ou non?"

Canada: Oui: 44%; Non: 35%; Cela dépend: 15%; Ne savent pas: 6%.

G.-B.: Oui: 21%; Non: 58%; Cela dépend: 15%; Ne savent pas: 6%.

"Si la femme qui a donné naissance à un enfant de cette façon changeait d'idée et désirait garder l'enfant, qui devrait avoir le premier choix de garde, le couple dont l'oeuf fécondé a été utilisé ou la femme qui a enfanté?"

Canada: Le couple: 31%; La femme qui a enfanté: 47%; Cela dépend: 13%; Ne savent pas: 10%.

G.-B.: Le couple: 20%; La femme qui a enfanté: 52%; Cela dépend: 9%; Ne savent pas: 20%.

Les personnalités de notre économie

Léo Provencher, vice-président chez Informatix 2,000

Il a développé le goût des affaires en vendant des gâteaux et des liqueurs au pensionnat...

SHERBROOKE — Sans trop le savoir, les prêtres du Séminaire St-Charles Borromée, le "petit séminaire", ont sans aucun doute orienté la carrière de M. Léo Provencher lorsqu'ils ont permis à un jeune pensionnaire de travailler durant ses temps libres au "magasin des jeux" de cette maison d'enseignement. C'était à la fin des années '40.

"C'est sans doute à ce moment-là que j'ai développé mon goût pour les affaires... en vendant des gâteaux et des liqueurs aux autres pensionnaires", dit-il mi-figue, mi-raisin, lui qui réserve une place dans son bureau pour une photographie de son "alma mater" dont il est maintenant un membre du conseil d'administration.

C'est également à ce moment, dit-il, qu'il a acquis discipline et sens des responsabilités qui lui permettent de tenir d'une main sûre la barre de la compagnie sherbrookoise Informatix 2000, une entreprise qui s'est spécialisée dans la production de rapports d'impôts provenant des clients de plus de 1.500 firmes de comptables québécois et canadiens.

C'est enfin dans cette maison d'enseignement privée qu'il a développé de bonnes dispositions pour le sport, notamment le tennis et le golf qui demeurent ses passe-temps favoris.

Asbestos

M. Léo Provencher est né à Asbestos, le 3 novembre 1932. Son père, bien entendu, travaillait pour la John's Manville où il allait chercher le revenu nécessaire pour faire vivre ses six enfants. Son fils y travaillera... comme

tous les jeunes d'Asbestos qui recherchent un emploi d'été. Il y accomplira toutes sortes de travaux dont l'ensachage de l'amiante.

Mais M. Léo Provencher ne désirait pas terminer sa carrière à la mine d'Asbestos. Aussi, après le séminaire, il poursuit ses études aux Hautes études commer-

ciales, à Montréal, et est admis à l'examen des comptables agréés à l'automne '57.

Commence alors une valse entre la pratique privée et l'enseignement qui seule peut concilier son goût pour les affaires et son grand besoin de communications. Cette double facette de sa personnalité, précise-t-il, se trouve satis-

faite aujourd'hui chez Informatix 2000 où la vice-présidence à la fiscalité l'amène à participer à la gestion de l'entreprise et à participer à des séminaires où il adresse la parole devant une centaine de clients. "Je retrouve en moi l'ancien professeur que j'ai été à l'Université du Québec à Montréal, à l'Université de Mon-

Fiscaliste

Cet homme fait également partie de la première génération de fiscalistes qu'a connue le Québec. Ils étaient une dizaine au départ à sortir des universités ontariennes. Aujourd'hui, l'Université de Sherbrooke, la seule université qué-



M. Léo Provencher, vice-président chez Informatix 2,000.

Une entrevue de Gilles Fisette



tré et à l'Université de Sherbrooke.

M. Provencher, comme tout les hommes d'affaires, dispose de peu de moments libres, son travail l'accaparant durant de très longues heures. Encore qu'Informatix 2000 qui assurera la compilation de plus de 375,000 rapports d'impôts cette année, connaît une période d'intensité durant une courte période de l'année.

"Moi, je prends mes vacances à compter du 15 avril ou en mai alors que les gens sont habituellement au travail", rajoute-t-il.

Marié, M. Léo Provencher est père de deux filles qui le surnomment "le capitaliste". L'une d'elles est diététicienne. L'autre termine des études au Cegep en assistance sociale.

bécoise à offrir la maîtrise en fiscalité — un programme mis sur pied par M. Provencher en 1973 — injecte environ 200 fiscalistes par année sur le marché québécois.

Mais lui, depuis ce temps, perd du terrain. "La fiscalité est une science très complexe. Et il m'est impossible, aujourd'hui, de me tenir à jour sauf en ce qui concerne les articles intéressants ma compagnie... La fiscalité, c'est un peu comme un vieux pantalon rapiécé. Les gouvernements ont toujours voulu jouer sur deux tableaux à la fois: récupérer de l'argent des contribuables et créer des stimulants pour la relance économique. A jouer sur deux tableaux, ils font en sorte de compliquer les lois fiscales. Tout ça devrait être simplifié. Ça fait des années qu'on attend ça."

Selon le ministre koweïtien du pétrole

80% de chances que l'OPEP en arrive à un accord

LONDRES (AFP) — La réunion informelle des ministres de l'OPEP qui doit s'ouvrir aujourd'hui à Londres pourrait durer "plusieurs jours", a déclaré dimanche le ministre koweïtien du Pétrole, cheikh Ali Khalifa.

Le ministre koweïtien a par ailleurs estimé que les chances de voir la réunion se terminer par un accord sont de 80 pour cent. Si les discussions, pour le moment qualifiées "d'informelles", des 13 membres de l'OPEP aboutissent, a-t-il ajouté, une conférence extraordinaire sera alors convoquée, très probablement à Vienne où se trouve le siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Les 13 ministres doivent décider à Londres du niveau des prix du pétrole et de la production de l'OPEP pour l'année 1983, après deux échecs successifs, à Vienne en décembre 1982 puis à Genève en janvier dernier.

matin, les 13 pays devraient être représentés: Algérie, Arabie Saoudite, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Emirats arabes unis et Venezuela.

Huit d'entre eux se sont déjà réunis à Londres jeudi et vendredi derniers, après une série de rencontres bilatérales dans plusieurs capitales d'Europe et du Proche-Orient. Un groupe de travail formé d'experts réunissant l'Indonésie, le Koweït, les Emirats arabes unis et la Libye a par ailleurs cherché pendant le week-end à mettre au point une formule de compromis sur les prix et les quotas de production, qui doit être présentée lundi à l'ensemble des participants.

La réunion doit s'ouvrir dans un grand hôtel de Londres lundi à 16 heures, rappelle-t-on.

Baisse de prix

Si l'OPEP décidait une baisse officielle du prix de son baril de pétrole, la première depuis sa création en 1960, elle pourrait bien n'être qu'un phénomène passager, estiment tous les experts internationaux.

Le prix de référence du pétrole de l'OPEP, la qualité "arabe lé-

ger" d'Arabie Saoudite, était de \$5.18 en novembre 1973 et son évolution a été la suivante: \$11.65 en janvier 1974, \$12.09 en janvier 1977, \$18 en juillet 1979, \$26 en février 1980. Depuis octobre 1981, il est officiellement stabilisé à \$34 le baril.

Mais la guerre des tarifs que se livrent depuis lors certains membres du cartel, et la concurrence de plus en plus vive des pétroles non-OPEP (Mexique, Grande-Bretagne, URSS) ont entraîné une baisse nominative de ce prix sur l'ensemble des marchés. Celle-ci a été accélérée par l'importance prise par le marché dit "libre", c'est-à-dire hors contrat, sur des cargaisons achetées et vendues au jour le jour.

En janvier 1983, le prix de vente moyen du baril de pétrole de l'OPEP était en fait de \$32.98, soit une hausse de 156 pour cent par rapport au mois de décembre 1978, mais une baisse de 3 pc par rapport à janvier 1981.

Reprise

Les pétroles non-OPEP étaient de leur côté vendus en moyenne en janvier 1983 à \$31.87 le baril, soit une

hausse de 136 pc par rapport à décembre 1978, mais une baisse de 15 pc par rapport à janvier 1981.

L'importance de la baisse nominative constatée en deux ans pour les pétroles non-OPEP, selon les analystes, explique en grande partie pourquoi le Nigeria, le 19 février dernier, a décidé unilatéralement de baisser fortement ses prix, (\$5.50) pour répondre à la décision officielle des Britanniques et des Norvégiens de réduire de \$3 leurs tarifs, pour les ramener à \$30.50 le baril. Le pétrole de la mer du Nord est en effet en concurrence directe avec celui du Nigeria qui, dans la grille des prix de l'OPEP, était fixé à \$35.50 pour un baril.

En ramenant son prix à \$30, le Nigeria était le premier pays de l'OPEP à rompre les rangs, et il déclen-

chait du même coup la crise actuelle.

Tous les analystes s'accordent pour affirmer cependant que la baisse ne durera pas. La reprise de l'expansion économique mondiale qui doit s'amorcer cette année, selon les experts, fera remonter progressivement les besoins en pétrole en provenance des pays de l'OPEP qui sont les seuls à pouvoir produire beaucoup plus rapidement.



M. Yvon Hamel

La direction de Location Fleurimont, 1500, rue Conseil à Sherbrooke, désire informer sa distinguée clientèle que M. Yvon Hamel, technicien, revient de Québec où il a terminé avec succès le cours de perfectionnement offert par la compagnie de scies à chaîne STIHL.

Félicitations!

DIABETIQUE:

"Tu veux tout connaître sur ta maladie?"

"DIABETAIDE"

Tél.: 565-1211

ASSURANCE DENIS, CLAUDE ROY COURTIER et ASSOCIES INC.



Denis Roy Claude Roy

Messieurs Denis et Claude Roy annoncent l'ouverture de leurs bureaux au 2670, rue Mesy, Sherbrooke, J1L 1A5 et invitent leurs clients et amis à les consulter pour tous renseignements concernant leur porte-feuille d'assurance-vie, salaire, régime d'épargne et assurance collective.

(819) 821-2377

RÉDUCTION DE 45% à 55%

sur les tarifs quotidiens affichés!

Louez n'importe quelle voiture disponible pour 30 jours — vous bénéficierez d'une réduction de 45% sur le tarif quotidien affiché!

Louez n'importe quelle voiture disponible pour 90 jours — vous bénéficierez d'une réduction de 55% sur le tarif quotidien affiché!

Durée limitée — demandez-nous tous les détails



567-2666

LOCATION DE L'ESTRIE LTEE

4141, King O., Sherbrooke (Val-Estrie)

CARITAS-SHERBROOKE INC.

VOUS CONNAISSEZ?

Le 636, rue Québec

C'est là que loge depuis 1973 le secrétariat de Caritas-Sherbrooke. De plus, plusieurs organismes du milieu y ont leur permanence ou leur siège social, soit:

1. Caritas-Sherbrooke
2. Le Service d'Aide aux Néo-Canadiens
3. La Ligue pour la Protection de l'Enfance
4. L'Association de Déficience Mentale
5. "Renaitre" (phobies)
6. L'Association du Diabète
7. Développement et Paix
8. L'Association des Parents et Amis des Malades Mentaux
9. La Fondation d'Action Familiale et Sociale
10. Le Service d'Adoption Internationale de Caritas-Sherbrooke
11. Le comité d'Action Fraternelle Internationale
12. Les Oeuvres d'Amour du Docteur Marcel-Charles Roy
13. La Campagne du Pain Partagé
14. Le Service d'Aide Extérieure
15. La Ligue de Solidarité
16. Le Réseau d'Entraide (Centre de Bénévolat)
17. Récupex Inc.
18. La Corporation de l'Atré Bleu.

De plus, d'autres organismes utilisent également les salles de Caritas pour y tenir leur réunion. Le 636, rue Québec est une sorte de centre d'action sociale puisqu'au cours de l'année écoulée, il s'y est tenu 286 réunions convoquées par 21 organismes sociaux différents.

L'ENGAGEMENT BENEVOLE DE CITOYENS CA EXISTE, ET NOUS Y CROYONS PLUS QUE JAMAIS!

Parce que les milliers de citoyens, répondant à l'appel de Caritas, ont accepté, au cours de ce quart de siècle, d'assumer des responsabilités, 25 nouveaux services ont vu le jour alors qu'une dizaine d'autres ont pris un nouveau départ.

Caritas-Sherbrooke
636, rue Québec
Sherbrooke (Québec) J1H 3M2
(819) 566-6345

(Une gracieuseté de La Tribune)

10 ENTREPOT DU MEUBLE
(sans fantaisie)
opère par Entrepôt du meuble Roygou Inc.

POURQUOI PAYER PLUS CHER AILLEURS. ACHETEZ DIRECTEMENT DE L'ENTREPOT

EXEMPLES

INCROYABLE MAIS VRAI! Tête de lit, 30", 36", 48", 54" 99c

BASE DE LIT, 30" x 54", résilles nylon, Valeur \$38.00, Extra spécial \$16.95

Payez et emportez.

QUANTITE LIMITEE
2510 King ouest, Sherbrooke
J1J 2E8 (819) 567-0366
(VOISIN DE DRAPERIES MARIMAC)

"APPUYONS NOTRE CROIX-ROUGE. SOUSCRIVONS"

Monsieur Yvon Lallier à gauche président de la campagne de souscription, qui reçoit un chèque de 300\$ donné par la Fédération des Caisses populaires et présenté par Monsieur Roger Roy, président de la Fédération des Caisses populaires. Monsieur Yvon Bureau à droite, président conjoint du service de prêts d'accessoires de la Section de Sherbrooke de la Société canadienne de la Croix-Rouge assiste à la présentation. Au cours de l'année 1982 des centaines de prêts d'accessoires, lits d'hôpital, chaises roulantes, etc. furent prêtés gratuitement aux malades.

La campagne de souscription de la Croix-Rouge a débuté mardi le 1er mars et se terminera le 22 mars. Déjà la Croix-Rouge a reçu des souscriptions se chiffrant à 3,470\$ et les organisateurs sont assurés d'atteindre leur objectif de 45,000\$

passerez au salon du salon

des salons différents des salons abordables

Au salon du salon, vous trouverez un choix important de meubles de salon. Vous en trouverez sûrement un à votre goût et selon votre façon de vivre. Durant le salon du salon, Bureau et Bureau vous a déniché une multitude de tissus et de coloris pour habiller vos meubles selon votre décor.

Le salon du salon garde les prix forts accessibles. D'ailleurs, nous nous sommes engagés à rendre l'ameublement abordable. Vous trouverez donc des meubles pour toutes les bourses.



BAUHAUS

Le salon de l'avenir répond aux plus stricts critères de qualité. Cadre de bois dur, capitonnage artisanal, coussins de mousse. Il est offert dans un choix de 374 tissus et coloris.

Sofa 639,99 \$
Causeuse* 449,99 \$
Fauteuil* 369,99 \$

*non illustré



LE SALON CONTEMPORAIN

Ces meubles, peu encombrants et pratiques donneront une allure contemporaine à votre demeure. Cadre de chêne fini naturel, velours cordé.

Sofa 399,99 \$
Causeuse 299,99 \$
Fauteuil 199,99 \$



LE SALON MODULAIRE

Créez un salon à votre image. Vous pourrez ajouter le nombre de modules voulus. Coussins semi-détachés, tissu acrylique, choix de quatre (4) couleurs.

Module droit 159,99 \$
Module à bras 179,99 \$



LE SALON FUTURISTE



Modèle Panto

Ces meubles d'aspect futuriste sont conçus en Allemagne et fabriqués sous licence au Canada par R.S. Choix de tissus modernes et couleurs variées.

Sofa 759,99 \$
Causeuse* 615,99 \$
Fauteuil* 439,99 \$

*non illustré



LE SALON CLASSIQUE Sklar-Peppler

L'esprit classique vit. Recouvert de tissu acrylique "Dralon" traité pour résister aux tâches. Coussins garantis pour dix ans. Moulures de chêne et dossier semi-détaché. Vaste choix de motifs et couleurs.

Sofa 929,99 \$
Causeuse 749,99 \$
Fauteuil 449,99 \$



LE SALON MODERNE Sklar-Peppler

D'un style moderne, vous vous retrouverez en tout confort avec ces meubles aux mêmes caractéristiques que les meubles du salon classique. Disponible en causeuse ou modulaire.

Sofa 879,99 \$
Causeuse* 699,99 \$
Fauteuil 439,99 \$

*non illustré



LE SALON COLONIAL



A travers les temps, le style colonial demeure synonyme de classe et de bon goût. Construction robuste en érable massif. Choix de motifs et tissus.

Sofa 699,99 \$
Causeuse* 569,99 \$
Fauteuil 369,99 \$

(pivotant et bercant)
 *non illustré

BUREAU & BUREAU... DIFFÉRENTS... & abordables

SHERBROOKE: 600, Galt ouest
 ASBESTOS: 566, 1^{ère} Avenue



La production de lapin en Estrie



"Eh bien! Nous avons reculé. Nous ne sommes maintenant pas plus avancés qu'il y a 20 ans. Les propriétaires de gros clapiers sont disparus de la carte..."

— Réjean Picard

Le lapin québécois 2 fois moins prolifique que le lapin français

SHERBROOKE (FG) — N'est-ce pas curieux? Le lapin, cet animal sans doute le plus prolifique de la création, n'arrive plus à se multiplier!

Le tableau est présenté grossièrement, bien sûr. Mais c'est le problème qui se présente aux producteurs cunicoles du Québec.

"L'éleveur qui fait cela de façon artisanale, avec une lapine et un mâle, n'y voit habituellement rien. Mais le producteur commercial, lui, celui qui veut maintenir un clapet de 400 à 500 bêtes, verra que ce n'est pas pareil. En France, par exemple, où l'élevage de lapin constitue un succès et un exemple, la prolificité est de 38 à 40 bêtes par année. Par chez nous, ce n'est que de 20 ou 21. Et à moins de 30 lapins, la production n'est pas rentable. On ne peut en vivre", explique M. Réjean Picard.

Le phénomène repose sur une multitude de causes. En peu de

temps, des propriétaires de gros clapiers dans la région (plus de 200 bêtes) ont vu décimer complètement leur troupeau: un taux de mortalité extrêmement élevé et une reproduction pratiquement nulle allaient ainsi réduire à néant les efforts et les espérances de ces producteurs. Cela vient, par exemple, d'une alimentation déficiente, d'un mauvais contrôle de la qualité, de maladies apparaissant subitement, d'une ventilation inadéquate, d'un éclairage insuffisant. Et que d'autres encore. "C'est un grave problème de gestion", note M. Picard.

"Notre faute"

Mais l'ancien président du Syndicat des producteurs cunicoles de l'Estrie, et ex-président de la Fédération provinciale, M. André Desroches, de Compton, ne se gêne pas pour lancer la pierre à ses collègues et ne risque pas de s'écorcher au passage. "C'est de

notre faute. Nous avons manqué de compétence... nous avons été ignorants. Et aujourd'hui, nous retournons au stade artisanal d'où nous n'aurions jamais dû sortir avant d'être sûrs de notre affaire", lance-t-il durement.

Disant en avoir "plus qu'assez de voir crever des producteurs qui ont investi toutes leurs économies" en se lançant dans cet élevage, M. Desroches a proposé une série de mesures pour relancer la production régionale. Appuyé d'une vingtaine de producteurs qui assistaient à la réunion de leur syndicat, la semaine dernière, et qui veulent aussi mettre la main à la pâte, il sera notamment question de cours de formation spécialisés. "Pour nous en sortir, il nous faut devenir compétents", dit-il.

M. Réjean Picard ajoute à cela qu'il faudra solutionner une fois pour toute le problème de l'alimentation. "Nous avons eu trop de problèmes à cause de cela. Il faut mettre au point une moule

Les insuccès s'accumulent

par François Gougeon
SHERBROOKE — Alors que la popularité de la viande de lapin ne cesse de croître au Québec, les producteurs de l'Estrie, eux, enregistrent un recul par dessus un recul au profit d'une production importée d'un peu partout, dont la lointaine Chine.

Pourtant, voilà quelques années encore, la situation semblait prometteuse au plus brillant avenir pour les quelque 100 producteurs de la région, d'ailleurs elle-même considérée comme le pivot de la cuniculture au Québec.

"Eh bien! Nous avons reculé. Nous ne sommes maintenant pas plus avancés qu'il y a 20 ans. Les propriétaires de gros clapiers (400 à 500 lapins) sont disparus de la carte. Il nous faut tout rebâtir.

... malgré la popularité croissante de la viande

Mais j'ai bon espoir que les producteurs d'ici vont non seulement reprendre la place d'autrefois, mais développer un marché encore plus fort!"

Celui qui parle ainsi et qui, depuis la semaine dernière, préside aux destinées du Syndicat des producteurs cunicoles de l'Estrie, broit du noir quand on lui demande d'analyser la situation passée dans ce domaine. "Nous avons fait des erreurs techniques très graves. C'est de notre faute et de ceux qui, en nous conseillant, ne s'y connaissaient pas du tout. Mais ça ne nous a rien de brailler sur notre sort, de nous attendre sur le passé. Il faut regarder vers l'avenir et, ma foi, j'ai très confiance", exprime M. Réjean Picard, de Stafford, qui cumule près de 14 ans d'expérience dans l'élevage commercial du lapin.

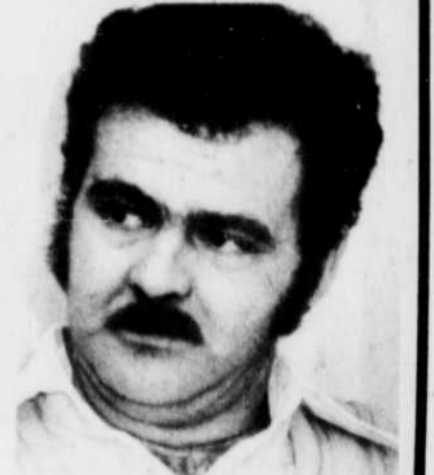
Viande recherchée

Pourquoi cette confiance? C'est qu'une chose ne trompe pas: la demande pour la viande de lapin est en constante progression au Québec. Après avoir fait le délice uniquement des gourmets et des différentes ethnies vivant en sol québécois, voilà que depuis deux ans environ, le Québécois d'origine a découvert et recherche toujours plus cette viande.

Et ce n'est pas sans raison. Le lapin ne possède qu'environ 10 pour cent de gras, contre 28 et 45 pour cent respectivement pour le bœuf et le porc. Les protéines sont également plus consistantes: 20,8 pour cent, alors que le bœuf n'en recèle que 16,3 pour cent et le porc, moins de 12 pour cent. "C'est vrai", s'exclame M. Picard. "C'est prouvé! Et la viande de lapin permet même de soulager ceux qui ont des problèmes d'estomac. C'est la viande la plus facile à digérer. Des chercheurs ont même établi que la consommation de viande de lapin permettait de régler des problèmes de rhumatis-

me. Bref, c'est une viande diététique. Et que dire du goût... tout simplement exquis."

Il faut en effet avoir cuisiné un lapin à la moutarde de Dijon, ou encore un lapin à la bière, ou bien simplement rôti au four ou en civet, pour découvrir cette saveur particulière. Cela n'a strictement rien à voir avec ce lièvre d'hiver



Réjean Picard

au goût de sapinage... et à la viande corse. Et ce, à un coût variant de 3,25 à 3,75 \$ la livre, sans pratiquement aucune perte. "Mais, poursuit-il, à quoi servirait-il aux producteurs d'ici de se lancer dans une telle opération de marketing? De vanter notre produit aux gens? Pour l'instant, il nous faut régler nos problèmes au niveau de la production puis, par la suite et lentement du même coup, nous attaquer à la mise en marché."

Actuellement, en tout cas, ce sont les producteurs de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, de Terre-Neuve, de certains coins des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et surtout de la Chine, qui ont envahi le marché québécois. "Ces producteurs, ils semblent avoir réussi là où nous avons échoué. Mais nous n'avons pas l'intention d'abandonner... du moins pas maintenant", a conclu M. Picard.

Le monde agricole

• Cabanes à sucre

SHERBROOKE (FG) — Il commence à être temps de songer à faire ses réservations en vue d'une journée à la cabane à sucre. Et pour aider les gens à trouver un emplacement de leur goût, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation met à leur disposition un répertoire contenant une foule d'informations sur les cabanes à sucre. Le guide 1983 devrait être disponible au bureau régional de ce ministère, à Rock-Forest, d'ici les prochaines semaines.

Aussi, le centre de documentation de ce même organisme du gouvernement québécois offre des publications pour informer les gens de la façon de tailler leurs arbres fruitiers. Ce genre d'opération, vers ce temps-ci de l'année, s'avère nécessaire, même pour l'horticulteur amateur dont le nombre d'adeptes, d'ailleurs, ne cesse de croître.

• Syndicat de lait

Les longues discussions des dernières années à l'effet de fusionner les syndicats de producteurs de lait nature et ceux oeuvrant dans le lait industriel (ou de transformation) vont aboutir officiellement le 17 mars, lors de l'assemblée générale qui se déroulera à Ascot-Corner. Le nouveau regroupement, qui englobera de loin le plus grand nombre de producteurs agricoles de la région, s'appellera le Syndicat des producteurs de lait de l'Estrie.

• Relève agricole

La journée d'information de la semaine dernière au bureau régional d'Agriculture-Québec à l'intention des jeunes de la relève agricole a permis aux quelque 25 participants de constater qu'il ne serait pas facile pour un futur producteur de se lancer à brûle pourpoint dans la production laitière. S'il désire se concentrer dans ce secteur, il devra prendre les dispositions en conséquence quelques années auparavant. De plus, il s'avère quasiment impensable pour un jeune producteur de mener de front une autre production (agneau, veau de grain, bouvillon, porc ou autre) en attendant de consolider ses activités essentiellement dans le lait. Il lui faudra faire un choix: ou bien amorcer immédiatement des efforts en vue du transfert graduel de quotas de lait de la ferme paternelle vers sa future industrie, ou se lancer uniquement dans une autre production. Evidemment, comme le fait remarquer Lin Sweeney, il se trouvera toujours des exceptions...

• Agro-alimentaire

Fort de succès des deux premières années, et surtout de la dernière édition, à l'automne, qui a vu défiler environ 15.000 visiteurs, l'organisation du Salon agro-alimentaire de l'Estrie va récidiver du 6 au 9 octobre 1983.



Bernard Houle

Le président de l'événement, Bernard Houle, épaulé par une vingtaine de bénévoles, signale que de nouvelles améliorations seront apportées, dans le but de renforcer le caractère proprement éducatif de ce salon. Le salon, qui se veut un véritable microscope de l'agro-alimentaire en Estrie, présentera donc de nouveau les nombreuses productions de la région. Le choix de l'emplacement n'est pas encore déterminé, mais ce sera quelque part dans le Sherbrooke métropolitain.

• Poisson étiqueté

S'il vous arrive d'aller pêcher dans l'un ou l'autre des 28 lacs, 34 rivières et 18 ruisseaux de l'Estrie (sélectionnés par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche), et d'y trouver une étiquette sur le poisson capturé, alors ne soyez pas surpris. Il s'agit d'une opération menée par ce ministère et, au total, 2.046 poissons ont ainsi été étiquetés et numérotés avant leur ensemencement, l'année dernière. L'heureux pêcheur n'a qu'à rapporter sa prise et il aura droit à un écusson souvenir.

Dans le but d'encourager la pêche sportive, qui permet également à la personne s'y adonnant de déguster un poisson bien frais provenant d'un de nos cours d'eau, 415.401 poissons de six espèces dif-

férentes ont été ensemencés l'an dernier dans des plans d'eau d'accès public: truite arc-en-ciel, touladi (truite grise), truite brune, ombre de fontaine (truite mouche-tée), ouananiche et maskinongé. Aussi, 607.500 oeufs d'ombre de fontaine ont été déposés dans du gravier, à titre expérimental.

• Apiculteurs

Il y aura bel et bien référendum au sein des apiculteurs du Québec

en vue de la mise sur pied d'un plan conjoint dans la production du miel. La Régie des marchés agricoles en a ainsi décidé, mais la date n'est pas déterminée. Le producteur visé par ce référendum est celui qui exploite 25 ruches et plus, qui produit et met en vente son miel. En région, on compte une dizaine de producteurs, déjà regroupés (pour la mise en marché) sous le nom de la compagnie Miel des Cantons, qui d'ailleurs vu le jour à la suite du dernier salon agro-alimentaire.



MESSAGE IMPORTANT

à nos
LECTEURS ET ANNONCEURS

Le
LUNDI
de chaque semaine

la tribune

TRAITE DE QUESTIONS AGRICOLES



Commerçants, quel que soit le domaine dans lequel vous oeuvrez, profitez de cette occasion de vous faire connaître davantage de nos nombreux lecteurs.

Pour tout renseignement, concernant notre publicité dans cette page, adressez-vous à **569-9201**

M. Dawson Beaulieu, directeur des ventes de publicité ou à l'un des représentants suivants: MM. Serge Cabana, Félix Couture, Jean Landry, Gérard Laurendeau et Renald Perreault pour le local et Serge Dion, Claude Léger et Gilles Ruel, pour le régional.

VOTRE PUBLICITE, ÇA SE CULTIVE!



Une gamme complète de machines agricoles, tracteurs Fiat, machines à foin et ensilage Heston et plusieurs autres pour combler tous vos besoins.



Service: taux horaire réduit

On est toujours là!

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE SHERBROOKE

1080, Galt est,
563-2266



AMEUBLEMENT DU FUTUR COUPLE

CHEZ GILLES BOISVERT MEUBLES

- 80 mobiliers de cuisine et de salle à manger
- 75 mobiliers de chambre
- 80 mobiliers de salon

EN ÉTALAGE EN MAGASIN

ATTENTION! FUTURS COUPLES!

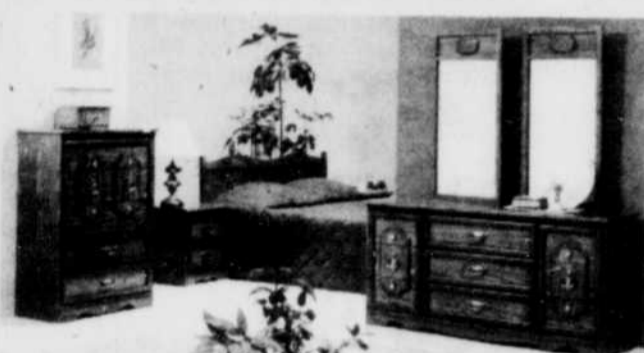
• RÉDUCTIONS • Venez profiter de nos prix spéciaux "ENSEMBLE 3 PIECES"

40 AMEUBLEMENTS REGROUPÉS EN 3 PIECES

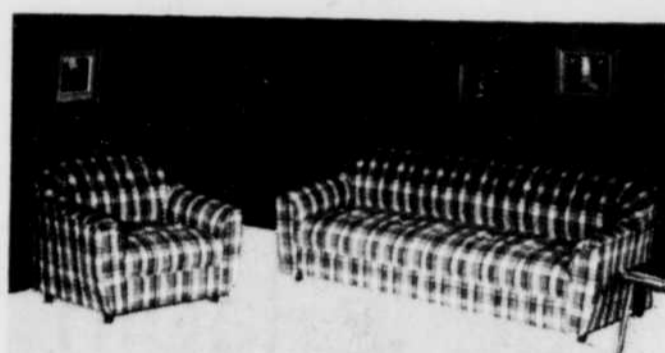
AMEUBLEMENT "A"



MOBILIER CUISINE
Table et 4 chaises



MOBILIER CHAMBRE
Bureau triple, miroir, commode, tête de lit

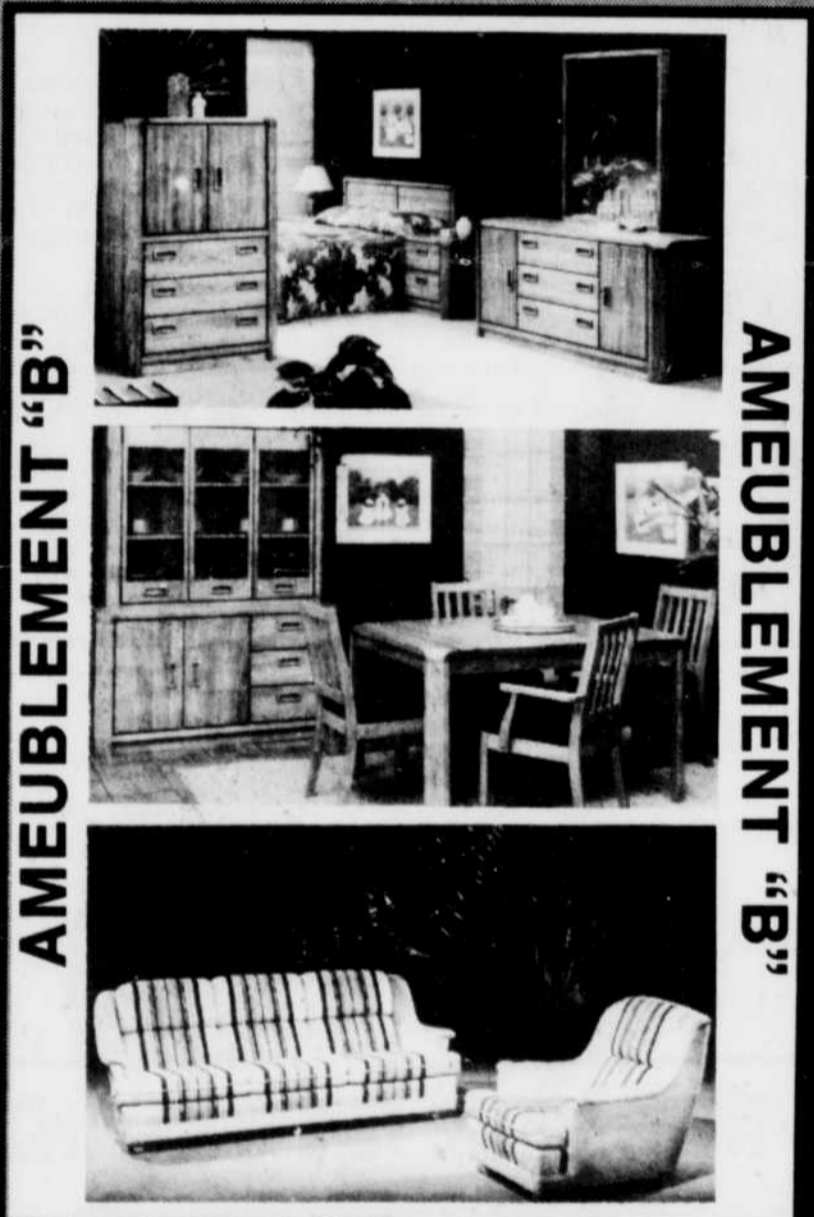


MOBILIER SALON
sofa et chaise

PRIX SUGGÉRÉ: \$1767.00

AMEUBLEMENT 11 MORCEAUX SPÉCIAL

\$1199



AMEUBLEMENT "B"

AMEUBLEMENT "B"

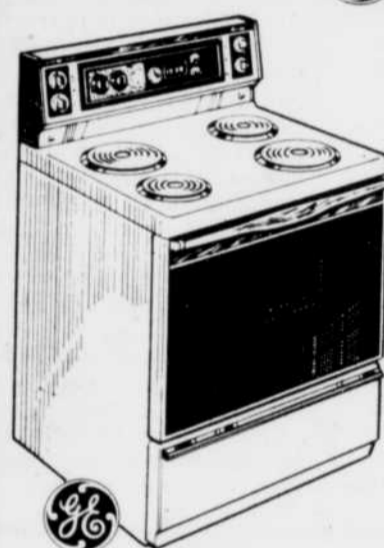
CHAMBRE ET CUISINE EN FRENE VÉRITABLE

Bureau triple, miroir, commode et tête de lit.
table (40x40x64) et 4 chaises
Sofa et chaise

Prix suggéré 11 morceaux \$3897.00
SPÉCIAL AMEUBLEMENT

\$2799

GENERAL ELECTRIC



CUISINIÈRE 30" DE LUXE

Panneau de tête vitré et éclairé, minuterie automatique, porte de four en verre noir.

PRIX SUGGÉRÉ

\$799

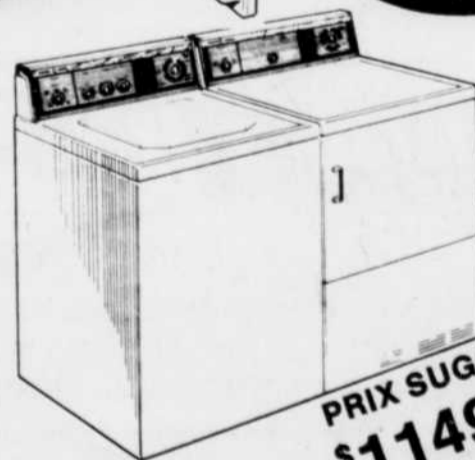


RÉFRIGÉRATEUR 15 pi.cu.

Sans givre, sur roulettes pour faciliter le nettoyage.

PRIX SUGGÉRÉ

\$939



PRIX SUGG. \$1149.00

POUR UNE LESSIVE IMPECCABLE

LAVEUSE 6 cycles, 3 combinaisons de vitesse, de lavage/essorage, 5 combinaisons pour l'eau de lavage/rinçage.

SÉCHEUSE 3 cycles de séchage, 1 minuté et 2 automatique, 3 réglages de chaleur, grille de séchage.

SPÉCIAL 4 MCX

\$2299



AMEUBLEMENT "C"

AMEUBLEMENT "C"

AMEUBLEMENT 3 PIECES EN MERISIER VÉRITABLE

CHAMBRE: Bureau triple, miroir, commode et lit (tête et pied)

CUISINE: Table ronde (42", ouvre 60") et 4 chaises

SALON: Sofa et fauteuil berçant

Prix suggéré 11 morceaux \$5407.00

SPÉCIAL AMEUBLEMENT

\$3629

VENEZ VISITER ET EXIGEZ NOTRE SPÉCIAL 3 PIECES

TOUJOURS UN BON INVESTISSEMENT CHEZ

GILLES BOISVERT MEUBLES

563-4743

231, King ouest, Sherbrooke



20 ANS DE SUCCÈS

LE GRAND MAGASIN DE MEUBLES DE LA RUE KING OUEST. QUI RÉPOND À VOS GOUTS ET À VOTRE BUDGET.

MISE DE CÔTÉ

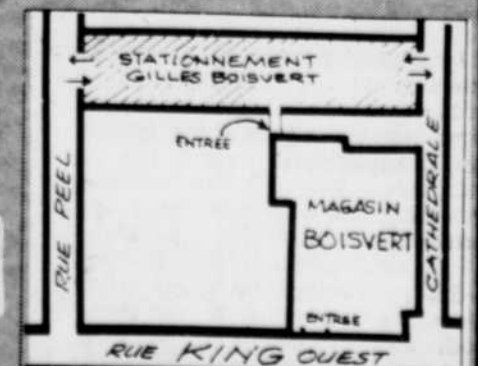
Livraison, déballage et installation chez vous GRATUITEMENT.

STATIONNEMENT GRATUIT

Coin Peel et King ouest
Membre de la Corporation des marchands de meubles du Québec.



DISPONIBILITÉ DE CREDIT



la tribune — l'information générale

Gamble et Wilson dans la course

• Au moins 3 députés conservateurs feront la lutte à Clark

TORONTO (PC) — Les députés conservateurs John Gamble et Michael Wilson seront candidats à la direction du Parti conservateur, ajoutant ainsi leur nom à celui de M. David Crombie, qui a déjà fait connaître son intention de faire la lutte à M. Joe Clark.

M. Gamble, qui a annoncé sa décision hier, est reconnu comme un ennemi juré de M. Clark. Il a tenté en vain de convaincre le premier ministre albertain Peter Lougheed de se présenter comme chef du parti fédéral, est un admirateur des anciens premiers ministres John A. Macdonald et John Diefenbaker.

S'il est élu et devient plus tard premier ministre du Canada, a promis M. Gamble, il va réduire le budget de Radio-Canada du tiers chaque année pendant trois ans et il va mettre un frein à l'aide étrangère du pays.

"Seulement un fou emprunte de l'argent pour le donner", a commenté M. Gamble devant l'aide étrangère de \$1.8 milliard par année du Canada.

Le député torontois, de plus, est contre le bilinguisme et la métrification et pour le retour de la peine de mort.

Candidature de Wilson

Maintenant acquise, la candidature de Michael Wilson au leadership conservateur provoquera la po-

larisation des tendances idéologiques des différentes factions du parti.

Le député d'Etobicoke-centre doit annoncer sa décision aujourd'hui, successivement à Ottawa, Montréal et Toronto.

Actuellement critique des ques-



John Gamble

tions financières du parti, Michael Wilson a été ministre d'Etat au Commerce international au sein du gouvernement Clark.

Ancien vice-président de Dominion Securities à Toronto, M. Wilson est lié aux milieux financiers de Bay Street et se décrit lui-même

comme faisant partie de "l'aile modérée à conservatrice" du parti.

Il se démarque par exemple de David Crombie, qu'il dit être de l'aile plus "progressiste".

En matière économique, M. Wilson estime que la limitation du déficit et des dépenses gouvernementales doit constituer une priorité. De plus le gouvernement devrait restaurer certains allègements fiscaux à l'entreprise, reporter l'application de la législation sur la concurrence et relâcher la réglementation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger de manière à attirer plus de capitaux.

M. Wilson, qui est âgé de 45 ans, présente en Chambre l'image d'un parlementaire réfléchi et sûr de lui, mais qui ne brille pas par son panache.

Tout comme l'ancien maire de Toronto, David Crombie, Michael Wilson n'est pas très à l'aise en français.

Il se dit toutefois "en voie de devenir bilingue" grâce aux cours de français qu'il suit depuis qu'il a été ministre en 1979.

Dans les milieux proches de Joe Clark, on ne semble pas s'émouvoir outre mesure de la candidature de Michael Wilson, qui a été jusqu'ici un partisan loyal du chef sortant.

Un député de Saskatchewan, identifié au clan Clark, a confié qu'il apparaissait très improbable que Michael Wilson, en raison de ses allégeances financières toron-

toises, puisse s'assurer l'appui des conservateurs de l'Ouest.

Parmi les candidatures qui suivront celle de M. Wilson, on note celle du président de l'Iron Ore, Brian Mulroney, qui doit tenir mercredi à Montréal un rassemblement de ses partisans, et du propriétaire



Michael Wilson

des Oilers d'Edmonton, Peter Pocklington.

L'ancien ministre des Finances sous le gouvernement Joe Clark, John Crosbie, député de Saint-Jean, T.-N., a déjà affirmé pour sa part qu'il ferait part de sa décision avant le 15 mars.

Dans son document "As-tu 12 minutes?"

Québec a opté pour la voie de l'affrontement (la CEQ)

MONTREAL (PC) — A la suite de la diffusion d'un document gouvernemental intitulé "As-tu 12 minutes?", la CEQ a déploré samedi, dans un communiqué, que le ministre de l'Éducation ait opté "pour la voie de l'affrontement et de la provocation à l'égard des syndicats et ce en pleine trêve et en pleine commission parlementaire".

Selon la CEQ, M. Laurin a pris une lourde responsabilité "en préparant sournoisement son document méprisant et mensonger alors même que les représentants syndicaux des enseignants et enseignantes ont tout mis en oeuvre pour s'expliquer clairement sur le fond des enjeux et pour mettre de l'avant des propositions majeures de compromis et de règlement".

"La mauvaise foi du ministre est évidente et sa duplicité n'aurait pas pu être aussi clairement révélée si les travaux de la commission parlementaire avaient pris fin vendredi soir comme prévu. Le ministre

Laurin a été déjoué dans sa planification visant à annuler par sa propagande vicieuse les retombées de la commission parlementaire", a commenté le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, cité dans le document.

FTQ et CSN

Pour leur part, dans un communiqué conjoint, la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des syndicats nationaux ont condamné la publication du document, "au moment même où les enseignants et enseignantes respectent une trêve qui devrait favoriser la négociation".

La FTQ et la CSN ont tenu à affirmer qu'"il est faux de dire que la proposition de la mi-janvier, faite par le premier ministre, aurait été refusée par la CEQ seulement. Le refus fut opposé par les trois centrales syndicales en front commun".

A travers le pays

Directive de Discus annulée

TROIS-RIVIERES (PC) — La directive voulant que certains employés du magasin Discus Music World de Trois-Rivières devaient subir cette semaine le test du détecteur de mensonges a été annulée.

Ceci ne signifierait pas pour autant que cette compagnie ait renoncé à son projet; elle aurait demandé à ses employés de signer une nouvelle formule de demande d'emploi en vertu de laquelle le signataire s'engage à

se soumettre au détecteur de mensonges à n'importe quel moment de son service, a appris le quotidien Le Nouvelliste à la suite d'une rencontre avec des employés trifluviens de Discus.

Quelques une d'entre eux devaient se rendre dans la métropole, cette semaine, au siège social de la compagnie qui compte de nombreuses succursales, pour y subir le test du détecteur à mensonges.

Projet de 437,000 \$ pour 50 jeunes

MONTREAL (PC) — Plus de 50 jeunes de la région de Montréal bénéficieront d'un projet de développement communautaire du Canada (PDCC) dans lequel Emploi et Immigration Canada investira une somme de \$437,000, a indiqué le ministre dans un communiqué, dimanche.

Le but de ce projet, a précisé le document, est de développer des solutions pour les jeunes qui ont des difficultés particulières, en prenant appui sur les ressources communautaires existantes

et les entreprises pouvant aider leur intégration au marché du travail ou dans des stages de formation.

De passage au Salon de la jeunesse à Montréal, le ministre de l'Environnement du Canada, M. John Roberts, qui prenait la parole au nom de son collègue d'Emploi et Immigration Canada, M. Lloyd Axworthy, a déclaré que le projet faisait partie des efforts du gouvernement fédéral pour aider les jeunes, en prenant appui sur les ressources par la crise économique.

Un acte de foi fédéral

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Communications a qualifié d'acte de foi en la créativité des Canadiens, au cours du week-end, l'établissement d'un fonds de \$35 millions pour la production de films et d'émissions de télévision au Canada.

"Nous avons confiance, a déclaré M. Francis Fox à l'émission de télévision Question Period, de pouvoir faire comme en

Grande-Bretagne et en Australie, c'est-à-dire produire des émissions parfaitement concurrentielles dans le monde entier."

Au moins la moitié de l'argent du fonds, qui sera administré par la Société de développement de l'industrie cinématographique, va être consacrée à la télévision privée et l'autre moitié à Radio-Canada.

Nationalisation de faillites

MONTREAL (PC) — En menaçant de nationaliser Québecair, le gouvernement du Parti québécois démontre une fois de plus qu'il se spécialise dans la nationalisation d'entreprises en faillite, a affirmé en fin de semaine, dans un communiqué, le député libéral de Laporte et porte-parole pour son parti en matière de Transport, M. André Bourbeau.

Selon le communiqué, le député de Laporte considère "complètement loufoque de parler d'une nationalisation éventuelle de Québecair alors que les contrats actuels prévoient que Québec aérien détient vraisemblablement 93.1 pour cent des actions de cette entreprise dès l'été prochain".

2 enfants morts dans un feu

VAL BELAIR (PC) — Deux garçons âgés de trois et quatre ans ont perdu la vie, dimanche matin, dans l'incendie de leur résidence familiale à Val-Belair, en banlieue de Québec.

Les flammes pourraient avoir pris naissance dans la chambre des petites victimes, Dany et Serge Baribeau-Brousseau.

Selon les enquêteurs, les enfants pourraient avoir joué avec des allumettes.

Le Palais des Fleurs
Enr.
2551, King est. Fleurimont
Tél.: 564-7080

Nous vous offrons maintenant et à longueur d'année, 7 jours par semaine, un service tout nouveau et personnalisé.

- Arrangements mortuaires.
- Montages de soie et de séchées, ou de naturelles, confectionnés à votre goût et devant vous.
- Paniers de fruits pour personnes hospitalisées.
- Jardinières et plantes d'intérieur, vaste choix de toutes variétés en serre.
- Service de livraison dans tous les hôpitaux de Sherbrooke et Fleurimont.

10% de réduction sur toute vente au comptoir, sur présentation de cette annonce.

Résultats koto-québec

6/36 Gros lot 100 000\$ approx

Date 04-03-83

| | | | | | |
|----|---|----|----|----|----|
| 4 | 7 | 19 | 25 | 30 | 36 |
| 13 | | | | | |

MISE-TÔT 2 4 6 19

Gagnants 536

Lot 93,30

Mini Loto 531106 50 000\$

| | | | |
|-------|---------|-----|------|
| 31106 | 5 000\$ | 106 | 50\$ |
| 1106 | 250\$ | 06 | 5\$ |

Provincial 6576784 800 000\$

| | | | |
|--------|----------|-----|------|
| 576784 | 50 000\$ | 784 | 25\$ |
| 76784 | 1 000\$ | 84 | 10\$ |

La Quotidienne Semaine du 28 fév. 83

Numéros décomposables

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|
| L | M | M | J | V | S |
| 1596 | 8383 | 6618 | 7816 | 3761 | 0635 |

Numéros bonis 7 777\$ Non décomposables

| | | | | | |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 321469 | 756651 | 925542 | 029805 | 699665 | 155213 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|

6/49 Gros lot 1590 000,00\$ approx

Date 05-3-83

| | | | | | |
|---|---|----|----|----|----|
| 2 | 7 | 21 | 22 | 30 | 33 |
| 3 | | | | | |

MISE-TÔT 3

| | | | |
|------|-------|----------------|---|
| 6/6 | 0 | 1 188 670,00\$ | 3 |
| 5/6+ | 2 | 125 912,70\$ | |
| 5/6 | 60 | 2 510,40\$ | |
| 4/6 | 4370 | 88,60\$ | |
| 3/6 | 87477 | 10,00\$ | |

NUMÉROS MOBILES

| | | |
|--------|-------|---------|
| 640943 | 05873 | 2 500\$ |
| 851473 | 1545 | 250\$ |
| 335812 | 664 | 50\$ |

PROVINCIAL Tirage du 18 mars 50 lots bonis de 50 000\$ chacun

Les modalités d'encaissement des lots paraissent au verso des billets et des fiches de sélection. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Un taux de financement exceptionnel!

7.9%

TAUX ANNUEL

Offert en exclusivité sur les modèles Spirit, Concord et Renault 18 1982 en inventaire.

Venez nous rencontrer pour connaître tous les détails

AUTOAMERCAULT INC.

Jusqu'au 31 mars 1983 seulement. Taux offert sur une somme prêtée de 6 000\$ maximum pour une durée de 36 mois. Non applicable à l'achat de flottes.

RENAULT
American Motors

Résultats koto-québec

Date 04/03/83 2 0 4 2 2 5 250 000\$

Inter Loto Gros lots de 25 000\$

| | | | | |
|-------|---------|--------|-----------------|---------|
| 04225 | 2 500\$ | 640943 | NUMÉROS MOBILES | |
| 4225 | 250\$ | 851473 | 05873 | 2 500\$ |
| 225 | 50\$ | 335812 | 1545 | 250\$ |
| 25 | 10\$ | 664 | 664 | 50\$ |

Numéros non décomposables

1 lot boni de 100 000 \$ 853 A 556

2 lots bonis de 50 000 \$ chacun 524 A 761, 649 B 460

10 lots bonis de 10 000 \$ chacun 495 B 390, 630 B 993, 703 B 275, 795 B 407

25 lots bonis de 5 000 \$ chacun 534 B 548, 126 A 145, 568 A 939, 635 B 724, 139 A 856, 727 A 436, 657 B 340, 276 A 290, 874 A 932, 690 B 033, 398 A 808, 956 A 717, 717 B 437, 432 A 628, 200 B 598, 729 B 708, 448 A 631, 236 B 250, 746 B 562, 516 A 626, 318 B 407, 906 B 573, 529 A 176, 408 B 235, 912 B 491

100 lots bonis de 1 000 \$ chacun

| | | | |
|---------|---------|---------|---------|
| 106A549 | 530A119 | 956A276 | 653B348 |
| 112A918 | 537A612 | 994A084 | 676B246 |
| 145A223 | 560A124 | 132B877 | 634B424 |
| 182A309 | 572A900 | 188B250 | 696B822 |
| 183A242 | 602A392 | 192B212 | 726B985 |
| 186A131 | 626A110 | 203B285 | 734B384 |
| 190A147 | 651A897 | 216B659 | 743B967 |
| 220A476 | 654A506 | 245B466 | 772B455 |
| 290A142 | 655A670 | 263B661 | 805B823 |
| 295A608 | 674A771 | 355B578 | 807B572 |
| 325A901 | 675A275 | 398B872 | 815B654 |
| 346A240 | 683A236 | 422B203 | 844B545 |
| 356A625 | 721A092 | 429B771 | 891B755 |
| 423A997 | 744A338 | 440B775 | 908B431 |
| 446A636 | 753A823 | 467B082 | 910B764 |
| 448A843 | 755A185 | 468B935 | 911B155 |
| 453A167 | 761A427 | 499B744 | 919B475 |
| 456A624 | 785A400 | 573B170 | 925B211 |
| 467A780 | 795A548 | 573B364 | 925B328 |
| 473A220 | 852A040 | 578B854 | 938B965 |
| 482A433 | 859A527 | 581B427 | 939B080 |
| 485A694 | 891A851 | 589B139 | 941B079 |
| 520A850 | 909A407 | 593B662 | 949B286 |
| 523A928 | 911A178 | 601B108 | 956B710 |
| 525A646 | 934A590 | 604B539 | 995B160 |

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Journée internationale des femmes

Investissement des partis politiques

40 pour cent des comtés réservés aux femmes-candidates

- Mme Claire Bonenfant

par Rollande Parent

MONTREAL (PC) — Les partis politiques devraient réserver à des femmes-candidates 40 pour cent des comtés qui leur sont acquis lors des prochaines élections générales.

Invitée à tracer un bilan à moins d'un an de la fin de son mandat, et à l'occasion de la Journée internationale des femmes, la présidente du Conseil du statut de la femme (CSF), Mme Claire Bonenfant, croit qu'il ne sert à rien d'avoir huit femmes à l'Assemblée nationale, si les femmes "n'investissent pas les partis politiques".

"A moins d'aller massivement à l'Assemblée nationale, on ne changera rien à l'exercice du pouvoir", assure-t-elle.

Mme Bonenfant estime ne pas



Mme Claire Bonenfant

avoir réussi pleinement à faire prendre conscience aux femmes de l'importance de leur force politique, de l'importance de participer au pouvoir.

Lutte inégale

Mais elle sait bien que la lenteur de l'investissement des partis politiques est liée à l'insuffisance des supports sociaux (garderies, cantines dans les écoles) et au partage inachevé des tâches à l'intérieur des familles.

"Il faut que les hommes participent, dit-elle énergiquement. Ils ont à faire leur propre réflexion. Ils sont bien dans leur petit confort, ils ne veulent laisser aller ni privilège ni confort, ni pouvoir, la lutte est inégale, on fait une lutte inégale."

Tout n'est pas noir dans le bilan de Mme Bonenfant. Ainsi, elle note

une plus grande présence des femmes au plan municipal et l'explique ainsi: "Les femmes ne sont pas obligées de quitter leur foyer pour être mairesse et c'est un lieu du pouvoir sur le quotidien... les loisirs, l'organisation de la santé, les femmes s'y sentent compétentes, c'est un premier pas".

Cul-de-sac

Avec un budget de \$2,800,000, et une équipe de 70 personnes, la présidente du CSF se dit satisfaite du travail d'information et d'animation réalisé.

Pourtant elle désespère de l'effet de paupérisation de la crise économique sur les 52 pour cent de la population que son organisme représente. "Surtout, explique-t-elle, s'il n'y a pas de possibilité de faire de l'action positive d'une façon systématique pour répondre à la discrimination systémique qui fait que les femmes reculent sans cesse."

Encore là, c'est le cul-de-sac sans une volonté gouvernementale puisque "l'action positive dans la charte des droits n'est obligatoire que pour le gouvernement, les ministères et organismes gouvernementaux. Et le gouvernement ne recrute plus".

Devant cela, le CSF a demandé que les entreprises qui reçoivent des contrats de l'Etat soient soumises à des programmes d'action positive.

Imperméable aux pressions

"Je n'ai jamais vu de gouvernement aussi imperméable aux pressions politiques... ce gouvernement-là n'est même plus capable de répondre aux pressions politiques."

Pour illustrer son propos, Mme Bonenfant cite le cas de la ministre Pauline Marois, déléguée à la Condition féminine, qui a été exclue du Comité des priorités.

"J'ai rarement vu des femmes se mobiliser autant." Des lettres ont été adressées au premier ministre, aux ministres, aux députés, des nombreuses pétitions ont circulé, il y a eu des démissions. "Le gouvernement n'a pas bougé d'une miette et est demeuré sur ses positions".

C'est une société drôlement bloquée pour les femmes, conclut-elle.

7,000 manifestantes dans les rues de Montréal

MONTREAL (PC) — Environ 7,000 personnes ont manifesté en après-midi samedi pour souligner la Fête internationale des femmes, qui a lieu mardi le huit mars.

Les manifestantes ont dénoncé particulièrement la situation des travailleurs du secteur public et parapublic, dont la majorité sont des femmes et l'attitude, selon elles, méprisante du gouvernement.

Les participantes ont également souligné les divers aspects de leurs luttes quotidiennes, notamment pour les garderies, le travail, et l'avortement.

Sous le thème "On en a sou pé, faut changer nos quotidiens", une trentaine de groupes syndicaux et de groupes populaires ont pris part à l'événement.

Les femmes victimes des décrets

Les syndicats ne tiennent pas compte de cette réalité

- Mme Bonenfant

MONTREAL (PC) — Bien que les décrets gouvernementaux touchent les femmes dans une proportion de 64 pour cent, le langage est resté complètement masculin et quand le Conseil du statut de la femme (CSF) s'est prononcé sur ces décrets, il s'est trouvé des gens et même des journalistes pour s'étonner de l'intérêt du conseil.

Pour la présidente du CSF, Mme Claire Bonenfant, c'est une illustration que les centrales syndicales ne tiennent pas compte de cette réalité.

"Les comités de condition féminine des centrales syndicales mènent la même lutte que nous mais je ne suis pas sûre que les syndicats ont acheté ça complètement... le langage officiel des syndicats bien sûr mais..."

Du même souffle, Mme Bonenfant poursuit: "Lors de la grande manifestation à Québec, il y avait beaucoup de femmes qui participaient". Une seule a prononcé un discours. "Les femmes ne sont pas visibles là-dedans, les préoccupations des femmes ne sont pas visibles."

"Et quand on dit qu'il y a 64 pour cent des femmes qui sont touchées

par les décrets, les gens en sont fort surpris. Pourquoi? Parce que le langage gouvernemental et le langage syndical n'en tenaient pas compte et que la presse elle-même n'a pas du tout fait état de ça."

La présidente du CSF n'en croit pas moins à la nécessité de la syndicalisation particulièrement pour les femmes qui sont massivement dans les services, les magasins, les usines, les petites entreprises...

Dans les prochains mois, les efforts du CSF porteront sur l'analyse de la situation économique des femmes afin de développer une réflexion susceptible de déclencher une action.

Manifestement Mme Bonenfant veut changer la situation qui fait que "quand un homme gagne \$1, nous (les femmes) on gagne 0.58".

Tous les jours jusqu'au 12 mars

Gagnez \$3,075. en jouant "aux Cartes" AVEC la tribune



* CHAQUE SEMAINE \$175. en argent

La première lettre choisie ayant la bonne réponse: \$100.
La deuxième lettre choisie ayant la bonne réponse: \$50.
Les 5 autres lettres choisies ayant la bonne réponse: \$5. chac.

Seules les 7 lettres choisies à chaque semaine seront conservées (soit un total de 63) pour le tirage final. Toutes les autres lettres seront détruites chaque semaine.

GROS LOTS*: \$1,500 EN ARGENT
1er prix: \$1,000.
2e prix: \$250.
3e prix: \$250.

REGLES DU CONCOURS

Chaque jour, dans La Tribune, sont publiées dans différentes pages, 9 annonces à l'intérieur de cartes à jouer.

Chaque semaine, le lundi un coupon-réponse, comme ci-dessous est publié, comportant pour chaque jour de parution, une carte à jouer. Inscrivez le nom de l'annonceur concerné dans l'espace en blanc vis-à-vis-le jour et la carte à jouer.

Assurez-vous que le coupon-réponse est complet (les 6 jours de la semaine), avant de nous le faire parvenir au plus tard le jeudi de la semaine suivante.

CHAQUE SEMAINE: 7 lettres comportant les bonnes réponses seront tirées au hasard parmi lesquelles un montant de \$175. en argent sera distribuée selon l'indication mentionnée plus haut.

La Tribune (1982) Inc. a payé les droits exigibles, en vertu de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement. Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un prix de ce concours publicitaire peut être soumis à la Régie des loteries et courses d'Québec.

MARCHANDS PARTICIPANTS:

- | | | | |
|----------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Anctil, J. Inc. | Groleau, Fernand Inc. | Centre de Tapis Couture Inc. | Mercerie J.-Louis Savard Ltée |
| Auto Carrefour Inc. | Les magasins Greenberg | Champagne Automobile Inc. | Meubles Rustiques |
| Atout Prix Inc. (L') | La Photo Réaliste | Chez Henri | Papeterie Beaudette Inc. |
| Boisvert, Gilles Inc. | Lebel & Fils Inc. | Charcuterie Curly Joe | Peintures Universelle Ltée |
| Beaudoin Electricque Enr. | Le Jardinier Amateur | Croteau, A. Ltée | Pièces d'auto Leclerc Inc. |
| Boutique Françoise Houde | Léo Laliberté & Fils Ltée | Delisle, Georges Inc. | Pharmaprix Place Belvédère |
| Boutique Frimousse Enr. | Les Entreprises Malvina Inc. | Equipement B. Morin Inc. | Pharmaprix Carrefour de l'Estrie |
| Boutique du Tisonnier | Les Meubles Paul Boudreau Inc. | Entrepôt du Meuble (Sans fantaisie) | Pneus Belmont Inc. |
| Brouillard Automobile Ltée | Le Palais des Fleurs Enr. | Entreprises S. Laliberté (Les) | Restaurant L'Oncle Ho |
| Brasserie Le Dauphin | Leprohon Inc. | Fana Terrazzo, Tuile, Marble Ltée | Rétrothèque Le Carrousel |
| Brasserie Fleurimont | Les Encadrements Michel Enr. | Fernand Gagné Inc. | Rita Fleuriste Inc. |
| Campeur B.M. Import | Marimac | Foufures Gaumond Inc. | Setlakwe, A. Ltée |
| Caruso Pizza Inc. | Maxime Perruques | Fleuriste Escompte | Sports Experts Inc. |
| | Mercerie Lafleur | | Textiles Sherbrooke et Drummond Ltée |

Voici les noms des 7 gagnants de la semaine du 21 au 26 février

1er PRIX DE \$100.00

Mme Camille Laramée
504, rue Lemay, Coaticook
Tirage fait par M. Marc Laffitte
825, rue Fabien, Rock Forest

2e PRIX DE \$50.00

Mme Ghislaine Cloutier
R.R.1., Weedon
Tirage fait par M. Bernard Bissonnette
6462, rue Lemay, Montréal

GAGNANTS DES PRIX DE \$5.00

M. Frank Gilbert
155, rue St-David, East-Angus
Tirage fait par Mme Candace Gordon, 6462, rue Lemay, Montréal

Mme Noëlla Lamontagne
483, rue Jassin, Coaticook
Tirage fait par M. Robert Fortier, 920, Bertrand-2, Sherbrooke

Mme Louise Boucher
121, rue Morris, Sherbrooke
Tirage fait par M. Alain Brière, 920, rue Bertrand, Sherbrooke

M. Germain David
1620, rue Denault, Sherbrooke
Tirage fait par M. Raymond Collette, 95 Eastview, Coaticook

Mme Agnès Boisvert
Ste-Edwidge, cte Compton
Tirage fait par M. William Peters, 478, McManamy, Sherbrooke

DECOUPEZ CETTE PARTIE ET CONSERVEZ-LA, ELLE VOUS PERMETTRA DE CONCOURIR CETTE SEMAINE

SEMAINE DU 7 MARS 1983

| CARTES A JOUER | ANNONCEURS |
|---------------------------------|------------|
| Lundi, 7 mars: 7 de pique | |
| Mardi, 8 mars: valet de carreau | |
| Mercredi 9 mars: 5 de carreau | |
| Judi, 10 mars: 2 de trèfle | |
| Vendredi, 11 mars: 6 de coeur | |
| Samedi, 12 mars: 8 de trèfle | |

INSCRIRE LES NOMS DES ANNONCEURS CORRESPONDANT AU JOUR ET LA CARTE, POSTEZ A:

Jouez "aux Cartes"

LA TRIBUNE (1982) INC., 1950, rue Roy, Sherbrooke, Québec, J1K 2X8

NOM: TEL:
ADRESSE: VILLE: CODE:

N.B. Les employés(es) du journal LA TRIBUNE et leur famille immédiate ne sont pas éligibles à ce concours.